



Bulletin du triage de Sibelin

Lyon le 17 février 2025

Licenciements : pour que la peur change de camp !

Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. La semaine dernière, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.

L'hécatombe, c'est aussi de ce côté de l'Atlantique !

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ?

Vendredi, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France.

À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs.

Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

Leurs milliards de profits et la menace du chômage sur tous les travailleurs

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Les grosses entreprises donneuses d'ordre,

celles qui sont à l'origine de la vague de licenciements, vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ? Bien sûr pour faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement.

Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner.

S'organiser pour une contre-offensive de tous les travailleurs

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Mais, même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire ! Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés.

En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. **Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !**

Où est le Grenoble ?

Nous sommes nombreux à constater que le Grenoble est de moins en moins fréquent. Cela ne nous étonne qu'à moitié, tant l'activité du fret ferroviaire baisse depuis plusieurs années.

Dans la société capitaliste, nous n'avons pas notre mot à dire sur les choix de production. En revanche, pas question de payer les pots cassés : ni nos postes, ni nos salaires ne doivent être attaqués ! Si baisse d'activité il y a, il faut en profiter pour répartir le travail entre toutes et tous sans perte de salaire ! Et tant mieux si ça fait baisser notre temps de travail !

De la chimie au ferroviaire, réaction en chaîne

La baisse d'activité vers Grenoble s'explique sans doute en partie par la vague de licenciements et de fermetures de sites que combattent de nombreux travailleurs de la chimie ces derniers mois, comme les Vencorex ou Arkema. Ainsi, bien que nos activités soient différentes et que nous n'ayons pas toujours les mêmes patrons, c'est une seule et même classe ouvrière qui fait tourner la société. Une attaque contre une fraction d'entre elle, c'est souvent une attaque contre elle toute entière !

Souriez, vous êtes filmés

Des caméras ont été installées au Poste F, pour aider les aiguilleurs dans leurs tracés. Si les progrès technologiques peuvent nous aider dans nos métiers, c'est tant mieux !

En revanche, on sait bien que les incidents arrivent aussi car les horaires en 3x8 sont épuisants. Et de ce sujet-là, la direction s'en lave les mains.

Contrôles aléatoires, flicage permanent

Depuis plusieurs jours, sur fond d'un fait divers tragique, les conducteurs de bus sont stigmatisés par la démagogie réactionnaire de Retailleau qui charge sa police de les soumettre à des tests anti-drogue massifs. Démonstration aussi intimidante qu'inefficace : près de 10 000 contrôles ont eu lieu avec 99,5% des collègues testés négatifs!

À tarare, des flics zélés, peut-être frustrés par ce manque de résultat, sont allés jusqu'à contrôler un conducteur de TER en plein milieu

de son trajet et devant les voyageurs présents à bord. Fliquer et humilier les travailleurs, Retailleau annonce la couleur !

Itiremia : nouveaux patrons, même combat !

Le lundi 10 février, les salariés d'Itiremia, chargés notamment de la prise en charge des voyageurs en situation de handicap, ont appris leur reprise à compter du 1er avril par le groupe Nicollin qui avait déjà la main sur le ménage en gare via N'Assist. Ce genre de reprise fait toujours planer la menace de nouvelles attaques sur les salaires et les conditions de travail car, pour remporter les appels d'offres, les patrons des entreprises sous-traitantes jouent à qui réduira le plus ses tarifs en intensifiant l'exploitation des travailleurs. Alors, que ce soit un nouveau ou l'ancien prestataire qui ait décroché le marché, les salariés eux ne pourront être gagnants que s'ils comptent sur leurs luttes ! Comme celle de l'été dernier chez Itiremia qui avait permis d'obtenir primes et embauches !

Jean Castex en garde à vue : un de plus

L'ancien Premier ministre et actuel patron de la RATP, Jean Castex, été entendu, placé en garde à vue puis libéré par les gendarmes de la section de recherches de Montpellier pour des décisions prises lorsqu'il présidait une communauté de communes en 2017 dans les Pyrénées-Orientales. Il a été entendu pour faux, usage de faux et détournement de fonds publics dans le cadre d'une enquête préliminaire. Il s'agit du 27e ministre ou ex-ministre impliqué dans des affaires politico-judiciaires depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017. La république exemplaire promise par le locataire de l'Élysée se porte de mieux en mieux...

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°27 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à lyonrhone@npa-revolutionnaires.org